

## Des élections... sans conviction(s) ?





## POUR LA BEAUTÉ DU GESTE ?

Impossible de l'ignorer, le battage médiatique a commencé : en 2024, on va voter ! Cinq niveaux de l'immeuble démocratique sont concernés. On commencera par les étages supérieurs lors du triple scrutin du dimanche 9 juin : l'Europe, le fédéral et les régions. Le rez-de-chaussée et ses abords, commune et province, ce sera pour l'automne, le 13 octobre.

Voter, au fond, c'est un geste simple. On glisse un bulletin dans l'urne, c'est déjà fini. On peut rentrer chez soi et, en fin d'après-midi, guetter l'annonce des premières tendances, traquer les résultats qui tombent au compte-gouttes. Ou s'en foutre, comme de plus en plus de citoyennes et de citoyens qui n'y croient plus.

Cette indifférence, cette méfiance, voire ce dégoût ne sont pas un phénomène anodin. C'est devenu une logique fondamentale de nos démocraties. À ce sujet, la pratique de l'éducation populaire est encore plus fiable que les plus sûrs des sondages d'opinion. L'immeuble démocratique se fissure de toutes parts. Plus c'est haut, plus les mots sont durs. L'Europe, pour certains, est le repoussoir ultime, la moisissure la plus aboutie. Car c'est bien le vocabulaire utilisé : on parle de « pourris ». Seul le niveau communal semble échapper, en partie, à cet opprobre généralisé.

J'exagère ? Peut-être. Il faut l'espérer, sans quoi les résultats des élections à venir, en Belgique et dans le monde, auront des allures de changement de régime. L'Europe, déjà tellement fragilisée, pourrait prochainement ressembler à un édifice en ruines, lorgnée de tous côtés par les mafias de vieux entrepreneurs véreux : Trump, Poutine et ceux qui leur servent la soupe en Hongrie, en Allemagne, en France, au Portugal, en Flandre et ailleurs... Avec l'aide des réseaux sociaux et de l'intelligence artificielle. À qui va-t-on donner les clés de l'immeuble ?

Nous n'en sommes pas là. Il reste des forces démocratiques en débat. Bien sûr, elles sont prises dans ce jeu insupportable du marketing électoral. Conscientes des risques, elles se lancent parfois dans des paris improbables, prêtes à (presque) tout pour capter des bulletins de vote à droite à gauche, surtout à droite, ou pour rafistoler un électorat perdu. Ces contorsions électoralistes rendent le débat très confus et en ajoutent à la suspicion.

À quoi s'en tenir ? Vu l'état de la maison, nous devons rester en habits de chantier. Pour tenter de maintenir au moins la charpente debout et s'atteler à tous les travaux de rénovation nécessaires. Avec l'aide de nos outils pour indiquer la gauche et la droite, le bas et le haut, le juste et l'injuste. Et puisque nous avons cette chance, nous irons voter. En espérant que ce ne soit pas seulement pour la beauté du geste.

Guillaume Lohest

### Équipe de rédaction :

Claudia Benedetto, Laurence Delperdange,  
Adrienne Demaret, Guillaume Lohest,  
Charlotte Renouprez

### Rédacteur en chef :

Guillaume Lohest

### Crédits photos :

Freepik, Wikimedia Commons

**Graphisme & mise en page :** Magali Lequeux

### Éditeur responsable :

Charlotte Renouprez,  
rue du Lombard 8 | 5000 Namur  
Tél : 081/73.40.86  
secretariat@equipespopulaires.be

### Prix au n° : 5€

Pour s'abonner

(Contrastes + Fourmillière) :

Versez 21€ au compte  
BE46 7865 7139 3436  
des Équipes Populaires,  
avec la mention :  
"Abonnement à Contrastes"  
+ votre nom





# LA DÉFIANCE :

## DÉMOCRATIQUE, DANGEREUSE... LOGIQUE ?

Par Guillaume Lohest

**A**nnée après année, les sondages et baromètres ne cessent de le rappeler : les citoyens perdent confiance en la politique. Ils l'affirment volontiers eux-mêmes, parfois en termes crus. Pourquoi ? De quoi est-ce le signe ou le symptôme ? Sur quels clichés cette méfiance vient-elle se greffer ? Et puis, surtout, quelles analyses profondes de ce phénomène pourraient alimenter un peu d'espoir ?

En février 2017, juste avant la première élection d'Emmanuel Macron, l'analyste politique Brice Teinturier publia un ouvrage au titre très parlant : *Plus rien à faire, plus rien à foutre, la vraie crise de la démocratie*. Il inventa même un nouveau mot pour désigner cette partie de la population qui s'abstient de voter : les « prafistes », dérivé de P.R.A.F. – pour « plus rien à faire ». Selon lui, ces prafistes « sont touchés par un sentiment beaucoup plus profond que la déception<sup>1</sup> ».

### TROIS FOIS PRAF !

Il pointait alors trois causes majeures à ce phénomène : premièrement, l'alternance de deux quinquennats « sans cohabitation », c'est-à-dire que le président et le gouvernement appartiennent à la même famille politique qui est majoritaire au parlement. Le premier quinquennat à droite (Sarkozy), le suivant à gauche (Hollande), n'ayant produit ni l'un ni l'autre de résultats conséquents, cela a conduit à une perte de confiance dans l'action politique. Deuxièmement, plusieurs affaires à grand retentissement ont créé un sentiment d'effondrement de la morale publique, de l'exemplarité des élus. Enfin, troisièmement, le rapport à l'information a changé. Selon Brice Teinturier, « la fragmentation des audiences a généré, y compris dans les médias traditionnels, deux grands modèles de référence pour ce qui est mis en scène par les J.T. : les sujets qui vont décrypter la consommation, ce qu'il y a dans nos assiettes etc. sont beaucoup plus présents aujourd'hui, ce qui met en scène un modèle de société, consumériste, individualiste ; l'autre référentiel, c'est l'éloge de la tradition, avec

énormément de reportages sur les villages français, la cuisine etc. Les Prafistes ne se retrouvent pas dans ces formes d'information. C'est un autre levier qui les pousse à prendre leurs distances<sup>2</sup> ».

### VIDER LES SIÈGES DU PARLEMENT

En Belgique, où le vote est obligatoire, le phénomène de l'abstention retient moins l'attention. Pourtant, une initiative étrange, surréaliste, voit le jour à l'occasion des élections de 2024 : le parti *Blanco*, qui se propose de remédier à cette situation. En effet, ce parti, qui présentera des candidats dans les onze circonscriptions du pays, « préconise d'ajouter une option supplémentaire sur le bulletin de vote afin que les électeurs puissent également voter pour un siège non attribué à la Chambre ». Les éventuels élus du parti *Blanco* s'engagent par ailleurs à s'abstenir lors de l'intégralité des votes au parlement, sauf sur une modification de la loi électorale visant à permettre que des sièges soient non attribués. Surréaliste, leur message est aussi très clair : rendre visibles toutes les électrices et tous les électeurs qui ne sont actuellement pas représentés dans l'hémicycle. Il s'agit non seulement des votes blancs et nuls (438.095 en 2019), des abstentions (949.076 en 2019, malgré l'obligation de voter), mais aussi des votes exprimés en faveur de partis n'ayant pas atteint le seuil électoral de 5% (276.074 voix en 2019). Au total, cela fait tout de même 1.663.245 personnes, donc un électeur sur cinq !

Ce message doit être pris en compte. Mais il faut aussi le relativiser. D'abord, en précisant que les règles du jeu sont connues des électeurs. C'est en connaissance de cause que certains refusent d'aller voter, choisissent de voter blanc ou optent pour des partis ayant peu de chances d'obtenir des sièges. Il peut y avoir débat sur ces règles, mais il serait malhonnête de prétendre qu'elles sont une anomalie. Le seuil électoral, par exemple, n'est pas une exception belge. Par ailleurs, si l'on gratte un peu sous la surface limpide du message envoyé par le parti Blanco, on découvre un autre mobile, moins noble que celui de parfaire la démocratie : le ressentiment, qui s'accompagne de l'argument démagogique du salaire des élus. Le site de Blanco détaille en effet l'équivalent en sièges de toutes ces voix non représentées : « ce sont des sièges donnés en cadeau aux partis qui ont déjà gagné des sièges. 30 sièges. Cela représente 30 salaires, 30 indemnités forfaitaires, 30 primes de départ à la retraite, 30 pensions et assistants parlementaires payés grâce aux électeurs qui n'ont pas voté pour eux. Il s'agit de plus de 15 millions d'euros par an<sup>3</sup> ! »

## SURFER SUR LE DÉGOÛT ?

C'est la rancœur populaire par excellence à l'égard du monde politique. Un prêt-à-penser tellement tenace qu'il est même devenu l'argument électoral principal d'un parti comme le PTB-PVDA. En clôture du débat des présidents de parti, sur la RTBF le 13 mars 2024, invité à mettre en avant la mesure prioritaire du parti, Raoul Hedebouw a mentionné la division par deux des salaires du monde politique. On sait pourtant – Raoul Hedebouw le premier ! – que ce n'est pas là que le bât blesse le plus : les patrons et les principaux actionnaires des grandes entreprises<sup>4</sup> gagnent infiniment plus que les ministres et les parlementaires, tandis que la fraude fiscale représente un manque à gagner estimé entre vingt et trente milliards d'euros. Comment interpréter alors ce cas d'école de pure démagogie ? Il faut y voir un choix électoraliste « intelligent », et par là même un symptôme inquiétant : l'émotion la plus mobilisatrice serait bien celle-là, un dégoût, voire une haine puissante des élus.

Cette défiance grandit d'année en année. L'IWEPS, qui réalise depuis 2003 un baro-

mètre social de la Wallonie, a pu le mesurer<sup>5</sup>. Une chute de confiance inquiétante concerne tout ce qui peut être assimilé de près ou de loin aux institutions de la démocratie. « À titre illustratif, note l'IWEPS dans son communiqué, pour "l'État belge", on passe de 71% en 2018 à 39% en 2023, pour "la Région wallonne", on passe de 69% en 2018 à 35% en 2023 et pour la Commission européenne de 57% en 2018 à 37% en 2023. Enfin, en queue de peloton, on trouve "les hommes et les femmes politiques" où l'on passe de 36,6% de confiance en 2018 à 19% en 2023 ou encore les partis politiques (32% en 2018 à 22% en 2023). C'est une baisse et des niveaux de confiance qui n'avaient encore jamais été observés au cours des vingt dernières années. »

## MISER SUR LE « PEUPLE VIGILANT »

Ces constats peuvent toutefois être nuancés par une autre donnée. Comme l'analyse Bertrand Henne dans une chronique consacrée à ce baromètre, « les Wallons et les Wallonnes croient toujours dans la démocratie. Car le sentiment démocratique est toujours vivace. 92% des sondés considèrent que la démocratie est le meilleur système, mais ils ne sont que 25% à considérer que la démocratie belge fonctionne correctement ». Le chroniqueur va même plus loin, en relayant une hypothèse de Pierre Rosanvallon selon laquelle c'est peut-être justement l'attachement à la démocratie qui crée une méfiance envers un système qui ne répond pas à ces attentes démocratiques élevées : « si le peuple électeur est méfiant, le peuple vigilant est toujours là, peut-être plus que jamais. Il y a donc une base pour reconstruire quelque chose sur les ruines de la politique<sup>6</sup>. »

Ce relatif optimisme est partagé par Brice Teinturier : « tant qu'il y a controverse, contestation, opposition et débat, il y a de la démocratie. Je ne suis donc pas gêné par le fait que celle-ci soit passée du statut de l'évidence à un sujet de passion. On peut même affirmer que c'est le propre de la démocratie que de se remettre en question, preuve de sa vitalité ». Il y aurait cependant une ligne rouge à ne pas franchir. L'analyste se montre beaucoup plus inquiet « quand l'indifférence, la relativisation et le dé-

## Tocqueville : Les associations, “ écoles permanentes et gratuites de la démocratie ”

« “Les sentiments et les idées ne se renouvellent, le cœur ne s'agrandit et l'esprit humain ne se développe que par l'action réciproque des hommes les uns sur les autres.” Et, poursuit Tocqueville, en démocratie, “c'est ce que les associations seules peuvent faire”. En ce sens, les associations sont autant d'écoles de la démocratie où les citoyens “apprennent à soumettre leur volonté à celle de tous les autres, et à subordonner leurs efforts particuliers à l'action commune”, des écoles permanentes (et gratuites) où l'apprentissage de la liberté démocratique pourra s'ouvrir des petites choses (associations civiles) aux grandes (associations politiques), où la pratique de l'action en commun pourra devenir une habitude et s'inscrire durablement dans les mœurs. »  
Chanial, P. (2006), « Tocqueville, sociologue et critique de la démocratie (trop) ordinaire », *Bulletin d'histoire politique*, 14 (2), 19-34.

tachement progressent dans l'opinion, comme les indicateurs le montrent aujourd'hui. Pour perdurer, la démocratie a besoin d'ardeur et de confiance chez les concitoyens<sup>7</sup>».

La défiance démocratique, on le voit, est à double tranchant. Elle pourrait, peut-être, à certaines conditions, basculer du côté du ré-enchantement. Pour cela, il faudrait parvenir à souffler sur les bonnes braises, celles de l'idéal de démocratie. Mais la défiance ambiante semble plutôt, pour le moment, suivre la pente du ressentiment et du dégoût, sur lesquels il est moins évident de construire des dynamiques collectives. Et sur lesquels l'extrême droite populiste, par contre, excelle à venir coller des clichés racistes, complotistes ou sexistes qui favoriseront son ascension.

### LES ASSOCIATIONS PLUTÔT QUE LES PARTIS

Quelles pistes, de réflexion et d'action, allons-nous suivre ? En guise de conclusion à ces quelques lignes, tournons-nous vers deux hypothèses assez déroutantes venues des siècles passés. Leur ancienneté pourrait être un gage de profondeur. La première est due à un philosophe français du 19<sup>e</sup> siècle : Tocqueville. Dans son analyse de la démocratie américaine, il notait que toute dynamique démocratique

conduit, dans sa nature même, à l'individualisme et au risque du repli sur la sphère privée. Cela fait écho au titre d'un livre de Marcel Gauchet, intitulé *La démocratie contre elle-même*. Cette pente naturelle de la démocratie, aux yeux de Tocqueville, pouvait cependant être contrebalancée par... le rôle des associations (Cf. encadré).

L'autre hypothèse, encore plus déstabilisante, va un cran plus loin. En 1940, dans sa *Note sur la suppression générale des partis politiques*, la philosophe Simone Weil s'est livrée à un réquisitoire radical contre ce qu'elle appelle la tendance totalitaire de tout parti politique. Selon elle, l'esprit humain est incapable de mettre son attention à la fois au service de la justice et du bien public, et à la logique de parti qui entraîne inévitablement un dévoiement du discernement. En très bref, l'expression de la « volonté générale », qui est le but que se donne la démocratie, est pour elle impossible à atteindre par le jeu partitocratique. Et s'il y avait, au fond, des traces de cette analyse dans le dégoût de nos contemporains pour la politique ? Sans jeter aucun discrédit sur l'engagement sincère de centaines de candidates et de candidats aux élections à venir, on peut se poser la question<sup>8</sup>. □

1. Brice Teinturier : « Le mouvement du plus rien à foutre est extrêmement profond », propos recueillis par Corentin Di Prima dans *Le Soir*, 21 avril 2017.

2. *Ibid.*

3. Site Internet du parti Blanco : <https://blanco2024.be/fr>

4. Selon un calcul annuel réalisé par la CNE, le salaire annuel brut médian des CEO du Bel 20 s'établissait en 2022 à 2,7 millions d'euros, tandis que le salaire annuel brut médian de la population est de 54.000 euros.

Les chiffres pour les patrons des entreprises du Bel Mid (868.000) et du Bel Small (579.000) sont certes moins élevés, mais cela reste bien davantage que les salaires médians des ministres (240.000 euros bruts par an) ou des parlementaires (131.000).

5. Thierry Bomand, *Le Baromètre social de la Wallonie 2023, Regards statistiques n°11*, publication de l'IWEPS (Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique), 2024.

6. Bertrand Henne, Chronique RTBF, « Sur les ruines de la politique », 6 février 2024.

7. Brice Teinturier, *Plus rien à faire, plus rien à foutre, la vraie crise de la démocratie*, Robert Laffont, 2017.

8. La confiance plus importante dont continuent à jouir les élus à l'échelle communale tendrait à accréditer cette thèse. On sait en effet qu'à ce niveau de pouvoir, l'alignement idéologique à des partis est plus distendu.

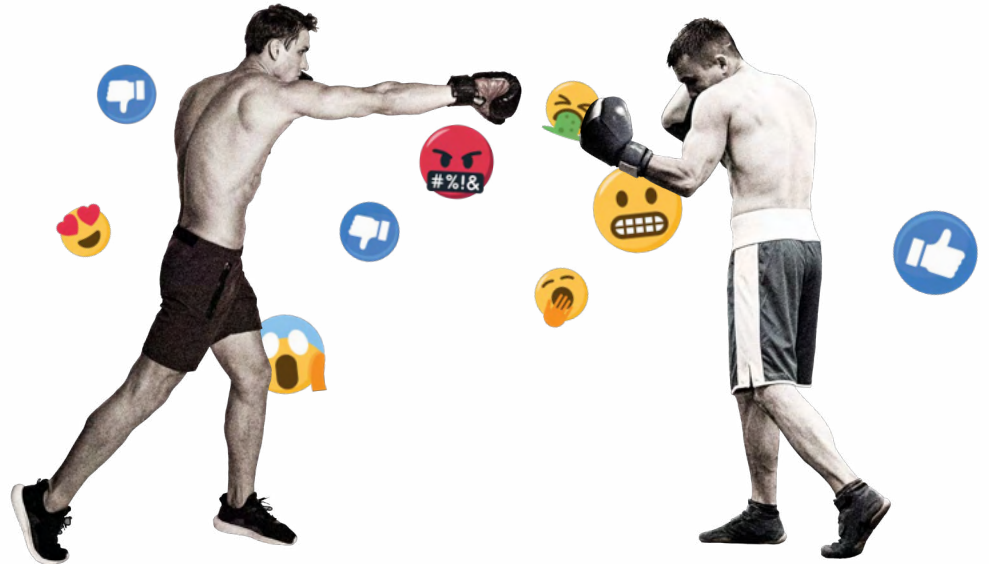
# LES MESSAGES POLITIQUES,

## DES PUBS COMME LES AUTRES ?



Par Adrienne Demaret

**N**ous y sommes : les partis politiques sont en campagne. Mais c'est quoi, une campagne politique ? Des affiches qui en jettent, des slogans qui claquent, un casting réussi, des produits d'appel et des attrape-voix... au point d'en oublier le programme ? Les politiciens sont devenus des experts de la com' et le citoyen ne sait plus très bien s'il est au cœur d'un matraquage publicitaire ou d'une course à l'élection. Le marché est électoral, et les votes sont la part à grappiller. L'électeur est-il devenu un simple consommateur ?



Comme le disait Jean-Pierre Raffarin, ancien premier ministre français : « *En marketing, on achète un président tous les sept ans, un député tous les cinq...* ». Sous-entendu, l'électeur fait son marché et ses comparatifs, comme s'il changeait de véhicule. Il regarde les points forts, les points faibles, et se laisse même gagner par le coup de cœur. Aujourd'hui, les élections ne sont plus remportées seulement par les idées, mais aussi grâce à une stratégie adéquate de communication. La publicité politique est partout : affiches, tracts, débats, meeting, télévision, réseaux sociaux, sites web... Les personnalités politiques ont donc intérêt à travailler leur image, leurs slogans, leurs discours... au point d'engager des directeurs de campagne et des coaches. C'est ce qu'on appelle le « marketing politique ».

### AU COMMENCEMENT, « I LIKE IKE »

Nous sommes en 1954, aux USA, et pour la première fois un candidat à l'élection présidentielle, Dwight David « Ike » Eisenhower, fait appel à une agence publicitaire (BBDO). Cette campagne, pour l'époque, est révolutionnaire, voire visionnaire : études d'opinion pour identifier les sujets porteurs, courrier aux électeurs, spots télévisuels différents selon les États, discours transformés en « propositions

de vente »... et même un slogan vide mais diaboliquement efficace, « I like Ike », martelé sous forme de petit dessin animé. Le marketing politique était né. Aujourd'hui, tous les partis sont entourés d'experts en communication afin de générer une « marque politique ». Le produit à vendre, c'est un politicien.

### DES MARQUES COMME LES AUTRES ?

Partis et politiciens cherchent à se démarquer dans un marché fourni, usant des mêmes stratégies de marketing que celles déployées pour des produits de consommation. Selon leur position au départ de la campagne, ils adaptent leur tactique. Leader de marché ? Ils mettent en avant ce qui fait d'eux le meilleur candidat. Challenger ? Ils soulignent ce qui les rend différents. Quoi qu'il arrive, ils se positionnent en fonction des autres concurrents, comme l'analyse Alexis Canto, directeur dans une agence de Conseil en stratégie de marque et communication : « *Je considère que les partis politiques sont des marques comme les autres. Elles suivent les tendances et les vicissitudes de notre société en essayant de s'y adapter. Il y a sur le marché politique des marques leaders qui se veulent puissantes, des marques challengers qui recrutent ou encore des marques disruptives qui innovent... Cela peut paraître*



anecdotique au premier abord, mais, hormis François Mitterrand, tous les candidats qui ont gagné l'élection présidentielle française sont issus d'un parti politique qui venait de changer sa marque<sup>1</sup>. C'est pourquoi on assiste régulièrement à des « refontes de marque », quand les partis font appel à leurs équipes pour changer leur nom, leur logo, leurs couleurs... et ainsi instaurer une nouvelle dynamique afin d'attirer de nouveaux électeurs. C'est encore le cas cette année pour le CDH, qui après avoir nettoyé son étiquette catholique en laissant derrière lui le nom « PSC », devient pour cette campagne 2024 « les Engagés » en quittant, de façon surprenante, ses habits orange. Nouvelles têtes, nouvelles couleurs, nouveaux positionnements... Pour de nouveaux électeurs ?

## DES SYMBOLES POUR RENFORCER LA MARQUE

Dans une campagne politique, l'apparence, le discours, les affiches, les relations avec les médias... tout doit être étudié pour répondre aux attentes de l'électorat ciblé. L'aptitude à se rendre reconnaissable est au cœur de l'occupation médiatique. L'expression de Léon Zitron, journaliste français, « *qu'on parle de moi en bien ou en mal, peu importe. L'essentiel, c'est qu'on parle de moi !* » s'adapte fort bien aux politiciens. Moqueries et critiques ne gênent pas les personnalités politiques. Si c'est viral, c'est souvent bon signe. « *Les mêmes et les moqueries montrent que vous êtes plus facilement imitable et donc reconnaissable<sup>2</sup>* », explique Tim Smits, professeur à la KU Leuven et spécialiste de la communication marketing. On peut ainsi se distinguer avec des éléments reconnaissables et distinctifs, tels des lunettes voyantes ou un crâne rasé, comme Charles Michel ou Theo Francken, ou par un symbole bien choisi qui booste la campagne électorale, comme la N-VA avec son signe « V ». Tim Smits analyse aussi un exemple chez nos voisins néerlandais : « Le ministre-président néerlandais Mark Rutte avait une image un peu poussiéreuse, mais dans la campagne – où il devait affronter Geert Wilders – on le voyait soudainement apparaître partout avec les manches retroussées. Cela vous donnait en quelque sorte l'impression qu'il voulait dire : *"Je vais m'occuper de tout cela et vite fait"* ».

## Têtes d'affiches et célébrités

Marc Ysaye et Julie Taton au MR, le juge Michel Claise chez DÉFI ou encore l'épidémiologiste Yves Coppieters et Armelle chez les Engagés, les partis politiques proposent sur leur liste, lors de chaque campagne électorale, des candidats issus de la société civile. Sur papier, on pourrait louer cette initiative qui permet aux listes d'être représentatives de la population et de briser l'entre-soi des politiciens professionnels. Mais quand on s'intéresse aux noms proposés, on se rend compte que c'est surtout la célébrité et la popularité qui intéressent les partis. « *Ce débauchage de personnalités publiques par le politique est un phénomène assez ancien, selon Pascal Delwit, politologue. La pratique s'est étendue à partir de la généralisation de la télévision. Le surcroît de notoriété pour les personnes qui passaient régulièrement dans le petit écran était très conséquent. D'où le nombre très important de présentateurs de JT approchés et invités à rejoindre des listes électorales<sup>3</sup>.* » Et ces personnes que les partis vont chercher pour leur notoriété, et non pour leurs compétences, n'ont généralement aucune expérience de la politique. Bien positionnées sur les listes, elles ont pourtant de réelles chances d'être élues. Ce qui fait aussi grincer des dents à l'intérieur des partis et auprès des militants de longue date. Les partis estiment peut-être que ce débauchage de célébrités leur permet de se montrer plus proches des gens, et de relancer l'intérêt des citoyens dans une période où la confiance est rompue. Mais, pendant que les partis font le « buzz » avec leurs nouvelles recrues, on ne parle toujours pas de programme de campagne et de vrais enjeux.

Notons aussi que pour créer une marque forte, il est malheureusement plus simple de jouer la carte populiste. Plus la vision du parti est nuancée, moins elle sera facile à personnaliser.

## « PEOPOLISATION »

Pour gagner une campagne électorale, il faut aussi occuper l'espace, selon la théorie de Byron Sharp, professeur en marketing à l'université de South Australia. Il s'agit de s'imposer par une présence mentale et physique constante, maximale. Pour rester connectés avec les citoyens, les candidats participent ainsi à des émissions qui se situent entre l'interview politique et le divertissement, comme *Au tableau* sur C8, où des enfants procèdent aux interviews, ou *Une ambition intime* sur M6, où l'on parle très peu de politique. Les politiciens n'ont pas pour rôle de nous divertir, pourtant ils sont devenus des « people » comme les autres, et l'intimité a fini par faire

partie de la communication politique. Macron adopte une poule. Mélenchon vient avec son hologramme. Poutine fait du cheval, Elio du vélo. Quand ils ne participent pas carrément à des jeux télévisés, comme Bart De Wever, ou à de la télé-réalité tel Georges-Louis Bouchez. Nous sommes dans un culte de la personnalité, du charisme, et non plus des idées, comme l'analyse Pascal Delwit, politologue : « *Pendant très longtemps, c'était le parti qu'il fallait faire gagner et non le candidat. C'est d'ailleurs quelque chose qui a perduré chez Écolo et Agalev : pas de personnalisation. Au PTB, c'était également comme cela. Mais le PTB, à l'instar du monde politique dans sa globalité, a changé sa stratégie. Et a commencé, en 2008, à individualiser, à incarner ses idées au travers de personnalités*<sup>4</sup> ». Cette tendance à la personnalisation s'incarne d'ailleurs dans les urnes : dans le passé, les électeurs votaient majoritairement en tête de liste, à présent les voix sont plutôt réparties sur les personnes.

émissions politiques sont de moins en moins suivis, il prend des raccourcis : raconter des histoires sur sa vie personnelle, se mettre en scène. Quitte à poser sur Facebook avec ses chats, pour Marine Le Pen, ou son chien, pour Georges-Louis Bouchez. Ou être présent sur TikTok comme Ludivine Dedonder ou Raoul Hedebouw. Certains appellent même Elio Di Rupo le « ministre TikTok ». Le marketing politique passe aussi, c'est un incontournable, par les réseaux sociaux (voir encadré). Mais cette communication via les « timelines » de nos réseaux a un effet pervers : se côtoient ainsi événements insignifiants, humour, fake news et informations sérieuses. Pour le « lecteur », tout finit par se valoir en termes d'infos, et il a du mal à faire la part des choses entre ce qui est important ou ce qui ne l'est pas, entre une vidéo sponsorisée par l'extrême droite et une vraie information. Le désintérêt croissant des citoyens pour la chose politique pousse les politiciens à s'étaler dans tous les sens du terme, médiatiquement et personnellement.

## Réseaux sociaux

Au 21<sup>e</sup> siècle, les campagnes se jouent, et se gagnent parfois, sur les réseaux sociaux. Les réseaux sociaux sont une mine d'or pour le profilage politique. En effet, avec toutes les données personnelles que nous laissons traîner sur le net, les cabinets de conseil n'ont qu'à se pencher pour acheter des bases de données commerciales afin de préparer leurs angles d'approche de campagne. Les partis politiques savent en profiter. Il n'y a qu'à voir les sommes astronomiques dépensées. En 2019, le *Vlaams Belang* a dépensé 878.000 euros sur Facebook, l'équivalent de tous les autres partis flamands. En 2023, les partis belges ont dépensé plus de 5 millions d'euros en publicité en ligne.

## L'ART DE CONVAINCRE LES ÉLECTEURS OU DE LES TROMPER ?

Communiquer, c'est bien. On peut avoir la meilleure idée du monde, si personne ne le sait, comment pourra-t-on se faire élire ? De plus, tant qu'il y aura communication, il y aura discussion : entre partis, entre électeurs, entre journalistes... L'absence de communication est sans doute plus préjudiciable qu'une communication trop pensée. Mais la question de l'utilisation du marketing en politique reste compliquée, car l'objectif est littéralement d'influencer le comportement des gens. Le concept est associé au fait de tromper, de tricher, de mentir... Or, nous attendons des candidats politiques qu'ils soient transparents et qu'ils nous disent la vérité. « *La publicité et la communication politique condensent peut-être ce qu'il y a de plus critiqué dans nos démocraties. On y voit surtout influence, pression et manipulation. Pourtant, dans la réalité ni la publicité, ni la communication ne méritent autant d'hostilité. Mais c'est ainsi. Il n'est question que de mensonge, de domination, d'emprise, de secrets et coups tordus*<sup>5</sup> »,

## LES POLITICIENS QU'ON MÉRITE ?

Prenons un peu de hauteur : le citoyen a-t-il les campagnes électorales qu'il mérite ? Nous sommes dans une société où tout va vite, où notre capacité d'attention est au minimum. Les idées, les programmes... qui prend réellement le temps de les lire ? Pour gagner, le candidat doit être populaire, et pour cela il doit se faire connaître. Puisque les débats et les



## Make Belgium Ridiculous Again

Emprunté au monde de la publicité, le slogan est devenu incontournable dans les campagnes politiques, comme l'analyse Bertrand Henne sur *La Première* : « Prenons quelques réussites historiques ailleurs qu'en Belgique : Aux États-Unis, le slogan de Donald Trump en 2016, "Make America Great Again", avait réussi à fédérer ce sentiment de grandeur perdue de l'Amérique, entre nostalgie, fierté et puissance. Obama et son "Yes We Can", son énergie positive en 2008. Ou en France, Mitterrand et sa "force tranquille" en 1981. En Belgique, on a moins l'art du slogan, sans doute que notre système proportionnel, moins personnalisé, pousse moins dans cette logique<sup>9</sup> ».

Campagne après campagne, ces petites phrases censées être percutantes se retrouvent vides de sens. Cette année encore, on pourrait sans problème intervertir certains slogans des partis belges en course. Pourquoi ? Parce que si un programme est forcément clivant, le slogan, lui, est censé rassembler et fédérer le plus de monde possible. Il s'agit de plaire sans déplaire. Le slogan permet quand même de se positionner par rapport à ses concurrents et à l'échiquier de la politique. Les partis dans l'opposition choisiront des mots comme rupture, ou courage, alors que dans les rangs de la majorité on trouvera plutôt l'idée de consolider, ou de bien choisir. MR : *L'avenir s'éclaire*. PS : *Solide et Solidaire*. Écolo : *Choisir l'avenir, plus vert, plus juste*. Les Engagés : *Le courage de changer*. Le PTB : *Le choix de la rupture*. DÉFI : *Toujours plus juste*. Jacques Séguéla, publicitaire français, disait qu'un slogan est « ce qui reste quand on a tout oublié ». Prenons les paris que ceux de la campagne belge 2024 ne resteront pas dans les annales.

reconnait Dominique Wolton, directeur de recherche au CNRS<sup>6</sup>. Le problème, dans les campagnes actuelles, c'est que nous n'intéressons pas le pouvoir en tant qu'individus avec des besoins, mais en tant qu'opportunités, analyse Antoinette Rouvroy, chercheuse namuroise en philosophie du droit : « *Les hommes politiques sont comme des sismographes qui enregistrent des signaux et réagissent en fonction. C'est l'inverse d'un projet qui est censé transcender la réalité existante. Le but est d'optimiser le déploiement de publicités électorales, en fonction de certains lieux, de certains types de personnes<sup>7</sup>* ». Quand on optimise, on ne fait pas un projet, on renforce un état de fait. Nous sommes dans une réponse hyper individualisée, sur le mode du marketing, à des situations particulières. C'est le contraire d'élaborer une pensée politique construite en commun sur base des réflexions collectives de la population.

## PROMETTRE, C'EST GAGNER ?

Si l'on regarde le verre à moitié plein, le marketing politique est une tactique comme une autre pour rallier un maximum d'électeurs à ses idées, et influencer leur choix de vote. Le verre à moitié vide serait de dire que les partis

politiques utilisent, en amont, les attentes des consommateurs-électeurs pour préparer des programmes, des slogans et des visions qui répondraient à leurs attentes. Jusqu'à leur mentir ou à travestir la réalité, pour mieux se vendre. Difficile, dès lors, d'y voir clair et de voter en conscience. Selon une expérience menée par les universités de Bath et de Constance, fin 2019, plus un candidat promet, plus il sera susceptible de bafouer ses engagements mais, paradoxalement, plus il aura de chance d'être élu. Le mensonge serait-il devenu une qualité électorale ? Quoi qu'il en soit, les campagnes actuelles jouent de plus en plus sur les émotions, au détriment du débat d'idées. Les politiciens sont moins dans l'argumentation, plus dans l'image et les symboles, ce qui peut créer ambiguïté et confusion. L'électeur est amené à voter sur les affects. Il nous faut donc être encore plus attentifs, et développer au maximum notre esprit critique. □



1. Alexis Canto, « La bonne stratégie de marque pour gagner les élections présidentielles », *Medium.com*, 15 mars 2022.
2. Tim Smits dans « Comment gagner des élections ? Trois leçons et deux réflexions », par Kristien Vermoesen, *www.finn.agency*
3. *Ibid.*
4. Pascal Delwit dans « Élections 2024 : pourquoi les partis politiques recrutent-ils autant de personnalités ? », Gauthier De Bock, *TéléMoustique*, 19 janvier 2024.
5. « La communication politique, indispensable et fragile », Tribune de Dominique Wolton, le 18 mars 2022 pour le site du CEP.
6. Centre national de la recherche scientifique (en France).
7. Antoinette Rouvroy, interviewée par l'équipe de *Data Gueule* dans « Marketing politique : Démocra-ciblée », vidéo mise en ligne le 16 janvier 2017 sur YouTube.
8. Pascal Delwit dans « Élections 2024 : pourquoi les partis politiques recrutent-ils autant de personnalités ? », Gauthier De Bock, *TéléMoustique*, 19 janvier 2024.
9. Bertrand Henne, « La force tranquille du slogan », *RTBF La Première*, le 8 février 2024.



## Interview de Caroline Sägesser

**C**aroline Sägesser est chercheuse au CRISP<sup>1</sup>. Parmi ses principaux thèmes de recherche : l'histoire politique, le fonctionnement des institutions. Dans une interview pour le journal *L'Echo*<sup>2</sup>, fin 2023, elle rappelait que pour la première fois, en 2024, les citoyens seraient appelés à voter pour tous les niveaux de pouvoir : fédéral, régional et européen ainsi qu'aux niveaux communal et provincial. Si cela facilite la vie de l'électeur, cela ne contribue pas à rendre bien visibles les enjeux de chaque scrutin.

**Selon vous, pour quelles raisons les citoyens ne croient-ils plus en la démocratie ?**

Je trouve votre affirmation trop sévère. Je dirais plutôt que beaucoup de citoyens croient en la démocratie et sont toujours persuadés que c'est le meilleur des systèmes puisqu'il est le seul qui garantit leurs droits fondamentaux. Mais beaucoup sont déçus de la manière dont la démocratie s'organise en Belgique. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce phénomène. Je vais en pointer trois.

La première est la complexité de notre système politique issu de la représentation proportionnelle. Puisqu'on a un scrutin de liste, beaucoup de partis obtiennent des députés au parlement – au parlement fédéral, ils sont douze – et cela veut dire qu'il faut se mettre à plusieurs pour former un gouvernement. Pour le citoyen, cela signifie que les promesses faites par les partis dans leurs programmes ne vont pas forcément se retrouver mises en œuvre par les gouvernements, parce qu'il aura fallu faire des compromis et mettre de l'eau dans son vin. Donc, c'est une première difficulté dans un système comme le nôtre. Quelque part, c'est plus démocratique, tous les partis étant représentés au gouvernement, ce qui par exemple n'est pas le cas d'un pays comme l'Angleterre, qui fonctionne avec un système majoritaire et n'a que deux grands partis ; raison pour laquelle, par exemple, le Green Party, le parti écologiste britannique, ne parvient pas à percer. Notre système est plus démocratique dans le résultat de la représentation mais il impose des compromis

parfois douloureux pour les citoyens.

Le deuxième problème est propre à la Belgique. Les réformes de l'État successives – depuis 1970 – ont créé un système institutionnel très opaque avec tous ces niveaux de pouvoir : communautés, régions, des transferts de compétence... Le citoyen ne s'y retrouve plus, le système étant trop complexe.

Le troisième élément est plus circonstanciel. Nous avons une classe politique qui, à certains moments, ne se comporte pas avec toute la rigueur éthique que l'on pourrait attendre, en particulier sur la question des finances. Cette législature a été traversée par la question des suppléments de pension à la Chambre, des dépenses excessives du parlement wallon, par le scandale de corruption du Qatargate et d'une manière générale, des questions liées au niveau des rémunérations, du financement des partis.

Je crois que les citoyens se méfient de plus en plus de femmes et d'hommes politiques souvent perçus comme formant un groupe qui reste dans l'entre-soi, qui vit de façon plus confortable que la majorité des citoyens. C'est sans doute l'une des raisons qui explique pourquoi l'extrême gauche, le PTB, progresse à ce point dans les intentions de vote.

**Le pouvoir du parlement serait-il en train de se réduire ?**

Oui, tout à fait. C'est une évolution que connaissent toutes les démocraties représen-

# “ VOTER PLUS SOUVENT FAVORISERAIT UNE PARTICIPATION ACTIVE À LA DÉMOCRATIE ”

tatives. Mais en Belgique, cette évolution est d'autant plus marquée en raison de cette nécessité de faire des compromis et des accords de gouvernement entre plusieurs partis. Ces compromis faits en début de législature, au moment de conclure un accord, portent sur les projets à mettre en œuvre et cela laisse ensuite peu de marge de manœuvre aux députés qui seront tenus par une discipline de parti. On sent bien que le centre de gravité du pouvoir a basculé du parlement vers le gouvernement, du législatif vers l'exécutif. Et cela pose un peu problème au niveau de la qualité de la démocratie. Ce constat d'une certaine diminution du pouvoir du parlement se manifeste aussi lorsque des présidents de partis choisissent des personnes qui n'ont pas été élues au parlement. On peut néanmoins souligner que le parlement réussit à se réinventer. Je pense par exemple à la mise en place de commissions d'enquête parlementaires. On se souvient de celle consacrée à l'affaire Dutroux. Récemment, il y a eu la commission du parlement wallon à propos des inondations, aujourd'hui celle de la Chambre à propos des abus sexuels au sein de l'Église... Le parlement trouve ainsi une manière de réaffirmer son autorité.

**Quels aspects du travail parlementaire mériteraient, selon vous, d'être soulignés ?**

Dans un contexte où les lois sont essentiellement le produit de projets de loi déposés par le gouvernement, il faut faire connaître au public les autres actions du parlement; par exemple les commissions d'enquête. Mais aussi le contrôle parlementaire régulier à travers les questions et les interpellations adressées au gouvernement, qui est essentiel. Le gouvernement doit rendre des comptes au parlement. Il faut également mettre en avant le vote du budget au par-

lement ; sans cela le gouvernement ne peut rien entreprendre pour mettre en œuvre ses décisions.

Une autre chose qu'on pourrait faire pour que notre système soit plus démocratique serait de nous faire voter plus souvent. Il a été décidé de regrouper le même jour les élections pour les différents niveaux de pouvoir... L'objectif était de ne pas « déranger » les citoyens trop souvent. Le résultat est que les enjeux des différents scrutins se brouillent. Mais aussi que les intervalles entre les élections sont trop longs. Aujourd'hui, certains jeunes attendent depuis cinq ans de pouvoir exercer leur droit de vote, dont ils sont détenteurs depuis leurs 18 ans... Cela peut donner l'impression que l'avis du citoyen ne compte pas. Inviter les citoyens à exercer leur droit de vote plus souvent favoriserait leur participation active à la démocratie.

**On reproche souvent au monde politique de mener des politiques à court terme et d'être trop soucieux des échéances électorales. Comment améliorer cela ?**

Les échéances électorales sont à la fois une force et une faiblesse de la démocratie. Elles sanctionnent celui qui n'a pas plu à ses électeurs et nécessitent de la part de celui qui souhaite être réélu de plaire à son électorat... Une façon de s'en sortir serait de limiter le nombre de mandats, par exemple à deux. Le premier permettrait de se mettre au courant de la façon dont les choses fonctionnent et le deuxième d'agir sans être tenu par une perspective électorale.

Par ailleurs, cela permettrait à davantage de citoyens d'occuper des fonctions politiques, de participer à cette représentation : une façon de régénérer notre démocratie.



**Comment faire pour que les citoyens se sentent réellement représentés ?**

Nous venons d'évoquer l'organisation plus fréquente de scrutins. Une autre évolution positive serait la simplification des structures institutionnelles afin de rendre le système plus compréhensible. Il serait bon aussi que le personnel politique ait une conduite à l'abri des reproches. Revoir le financement de la vie politique, comme les citoyens le réclament, serait aussi une bonne idée. Dans le cadre de l'opération « We need to talk », un panel de soixante citoyens avait été constitué pour faire des propositions en matière de financement public des partis politiques. De très bonnes idées en sont sorties pour encadrer l'usage de la dotation publique mais les politiques n'en ont pas tenu compte... Il faut aussi chercher des réponses au niveau de l'introduction plus large de la démocratie participative et de la démocratie directe.

**À ce niveau, on sent une volonté affichée de la part de certaines instances et des projets existent allant en ce sens<sup>3</sup>. Qu'en penser ?**

On sent que c'est encore timide. Dans la partie germanophone du pays, cela existe et semble positif mais c'est plus facile à mettre en place à une plus petite échelle. En Wallonie, on avait adopté, à la fin de la précédente législature, un décret permettant d'organiser des consultations populaires au niveau régional mais cela n'a pas été mis en œuvre. On est un peu frideux et c'est dommage. Au niveau communal, il existe des consultations populaires. Ce fut le cas à Bastogne et Bertogne. On a demandé aux citoyens de se prononcer pour ou contre la fusion entre leurs communes. La majorité des participants a voté contre mais le politique, arguant d'une faible participation, est passé outre. Je trouve que c'est grave de demander aux citoyens leur avis et puis de s'asseoir dessus...

**Au niveau communal, la proximité semble jouer davantage en faveur du citoyen. Qu'en pensez-vous ?**

On s'aperçoit en effet, lors des sondages d'opinion, que c'est vis-à-vis du pouvoir communal que la confiance est restée la plus grande ; il faut capitaliser là-dessus. La commune est

l'échelon où on peut mettre en place ce processus de démocratie participative. Car il est plus facile pour le citoyen d'avoir un avis sur le centre sportif, les écoles, les plaines de jeux, la bibliothèque de sa commune... C'est à partir de ce niveau-là qu'il faut reconstruire une confiance dans les institutions.

Il ressort souvent des assemblées citoyennes des propositions constructives. Toutefois, une des limites de ces assemblées est qu'elles rassemblent un groupe restreint de citoyens : ce type de processus ne ruisselle pas dans l'ensemble du corps social. Comment impliquer davantage un maximum de citoyens ? C'est là que pourrait intervenir la démocratie directe : en demandant à tous de se prononcer pour ou contre un projet. Au niveau communal, les citoyens peuvent être compétents facilement. Cela peut renforcer la confiance du citoyen envers le monde politique ; pour autant que les politiques s'engagent à respecter le choix des citoyens. On peut supposer que lorsque ceux-ci auront pris l'habitude d'exercer un certain pouvoir au niveau communal, il serait plus facile de mettre ce genre de processus en place aux niveaux régional et fédéral.

**Comment représenter celles et ceux qui ne sont pas encore vraiment représentés. Les générations futures, la planète... ?**

Il y a pas mal de réflexions allant dans tous les sens. Certains pensent par exemple que le vote des jeunes devrait avoir plus de poids, car ils subiront plus longtemps les impacts des décisions prises aujourd'hui. Je reste un peu dubitative face à ces idées. Car pour moi le socle de la démocratie c'est un homme, une femme, une voix : un système universel égalitaire pour tout le monde.

**On entend parfois certaines voix s'élever pour dénoncer la participatie qui gangrènerait notre système institutionnel. Qu'en pensez-vous ?**

Les partis politiques sont des agents indispensables de l'organisation de la démocratie ; c'est peut-être au niveau du financement des partis qu'il faudrait agir ou plutôt sur la manière dont est utilisé cet argent public. Par ailleurs, il y a quelque chose à faire au niveau de la démocratie interne des partis. Car à l'exception des partis verts, ce sont le plus souvent les pré-

sidents de parti qui influencent la composition des listes électorales, désignent les ministres. Améliorer la démocratie interne des partis permettrait aussi d'augmenter la représentation des femmes. Voyez actuellement le petit nombre de femmes présidentes de parti...

Nicole de Moor, la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration mais aussi adjointe à la ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique, voit ses politiques régulièrement sanctionnées par le Conseil d'État et par l'Europe. Le pouvoir exécutif méprise le pouvoir judiciaire, dénoncent certains. Ce qui met à mal l'État de droit. Faut-il y voir une dangereuse dérive ?

C'est dangereux, c'est un précédent assez grave. L'exécutif ne peut pas s'affranchir des décisions prises par le judiciaire. C'est un péril pour l'avenir de notre démocratie.

Lors de la pandémie, on a pu craindre aussi que le parlement ne joue plus son rôle, des mesures gouvernementales étant prises dans l'urgence sans réelle concertation. Faudrait-il craindre que de telles mesures d'urgence se prennent plus facilement qu'auparavant ?

J'ai été désagréablement surprise à l'époque de constater que la ministre de l'Intérieur pouvait disposer d'un tel pouvoir : qu'un simple arrêté ministériel pouvait déclarer un couvre-feu... Heureusement, il y a eu un sursaut et finalement l'adoption de la loi pandémie a au moins permis de restaurer le contrôle du parlement. Ces exemples nous montrent la nécessité de maintenir fermement ce contrôle.

Par ailleurs, durant la crise Covid, on a vu le politique s'adresser régulièrement de façon directe aux citoyens ; cela m'a paru positif. Sophie Wilmès en a conservé une grande popularité. Je pense qu'expliquer régulièrement les décisions politiques aux citoyens pourrait avoir un impact positif.

Le contexte international peut-il avoir des répercussions sur la manière dont on considère la démocratie aujourd'hui ?

Je crois qu'on a vécu des événements qui nous ont rendus plus méfiants vis-à-vis de l'étranger. Avant, on se sentait européen, vivant dans

un monde globalisé perçu positivement. Or, depuis quelques années, c'est plutôt l'inverse. Le Covid, la guerre en Ukraine et la flambée du coût de l'énergie ont contribué à rendre les citoyens plus frileux vis-à-vis de l'étranger. On assiste par exemple à un retour des valeurs dites traditionnelles, à un mouvement d'opposition au « wokisme »... Le danger est bien sûr le repli identitaire et une forme d'égoïsme. On doit se demander comment continuer à être ouverts sur le monde et solidaires de ce qui se passe dans d'autres pays.

La Wallonie ferait-elle figure d'exception par rapport à la montée en puissance de l'extrême droite ?

La Wallonie est en effet jusqu'ici épargnée par la peste brune. Le secteur de l'éducation permanente joue un rôle très important à cet égard. Par ailleurs, il n'existe pas de sentiment identitaire wallon fort, pas d'exaltation de l'histoire glorieuse de la Wallonie ; l'extrême droite ne peut donc capitaliser sur une identité nationale forte. C'est pareil à Bruxelles. □

**En clôture de notre échange, Caroline Sägesser ajoute encore quelques éléments. En Belgique, rappelle-t-elle, il faut pouvoir s'entendre non seulement sur un axe gauche-droite, mais aussi sur un axe nord-sud. Tout cela laisse présager bien des difficultés lorsqu'il s'agira de former notre futur gouvernement. Nous évoquons enfin l'importance de glisser dans le parcours scolaire des cours destinés à mieux connaître les institutions, le fonctionnement de notre démocratie, ainsi qu'un apprentissage de la citoyenneté... Les conseils communaux des enfants sont une bonne école pour les futurs électeurs et peut-être élus de demain !**

**Propos recueillis par Laurence Delperdange**

1. Centre de recherche et d'information socio-politiques, [www.crisp.be](http://www.crisp.be)
2. Caroline Sägesser, « La progression des extrêmes est inéluctable », propos recueillis par Quentin Joris, *Les @nalyseS du CRISP en ligne*, 27 décembre 2023, [www.crisp.be](http://www.crisp.be)
3. Par exemple, les commissions délibératives à Bruxelles. « Une commission délibérative est une commission parlementaire dans laquelle des débats sont organisés entre député·e·s et citoyen·ne·s tiré·e·s au sort (¼ de parlementaires, ¾ de citoyen·ne·s). Cette commission est constituée pour traiter d'une thématique bien spécifique qui peut être proposée par les Bruxelloises et les Bruxellois (suggestion citoyenne) ou par les parlementaires. » Cf. <https://www.magaliplovie.be/commissions-deliberatives>

# “ VOUS NE FAITES PAS CONFIANCE AUX POLITIQUES ? VOTEZ POUR UN ROBOT<sup>1</sup> ! ”

Par *Claudia Benedetto*

**P**lusieurs pays du monde sont en période électorale. Les démocraties, déjà fragilisées, pourraient être perturbées par une menace qui se matérialise en deux lettres : IA, pour Intelligence Artificielle. Certains la voient comme une opportunité pour notre société, d'autres la considèrent comme dangereuse pour la démocratie. Qu'en est-il réellement ? Les IA peuvent-elles influencer, notamment, nos comportements de vote ?

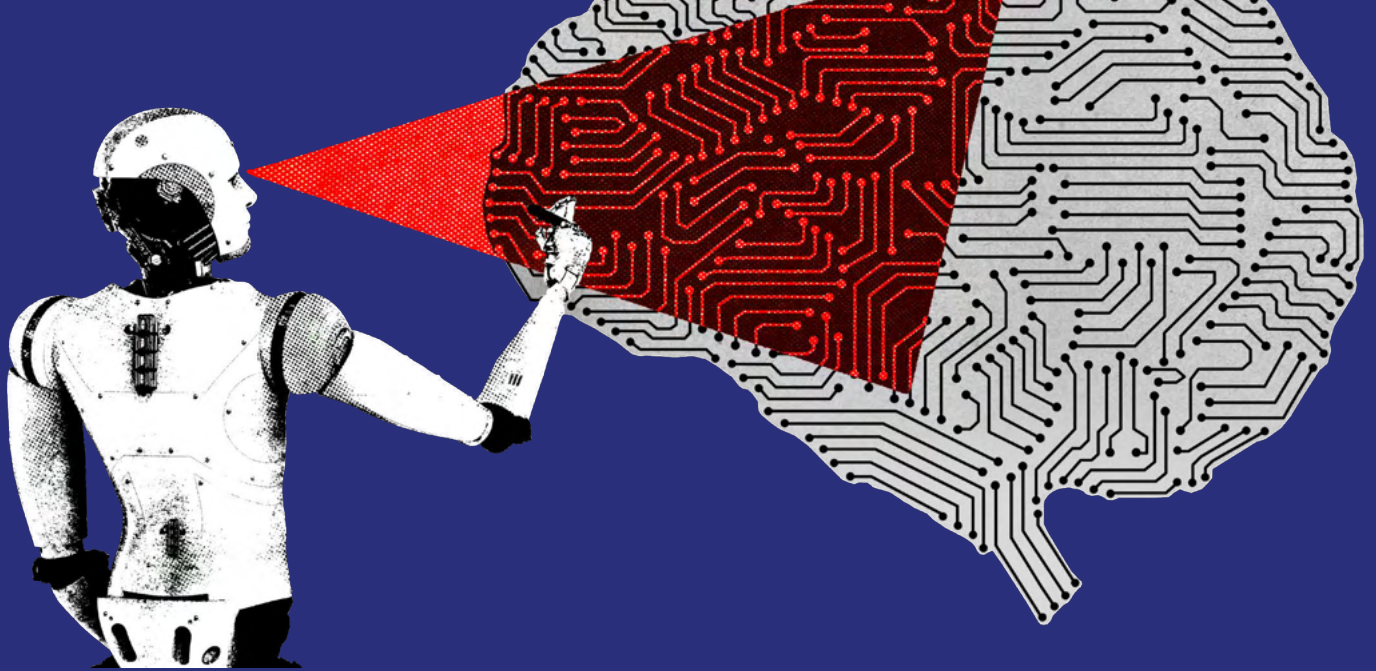
Un nom a émergé dans les médias en 2023 : ChatGPT. Cette IA a la capacité de rédiger un texte à partir d'une question posée. Elle a alors bousculé les esprits dans tous les domaines, notamment auprès des professeurs d'université qui se sont trouvés démunis face à la possibilité que leurs étudiants utilisent cette technologie pour leurs travaux. Ce n'est là qu'un usage parmi d'autres de la technologie des IA. En effet, certaines peuvent traduire d'une langue donnée à une langue choisie, générer des images, voire des vidéos à partir d'une requête, d'autres peuvent imiter la voix d'une personne au départ d'un simple fichier audio. Plus récemment, on a pu voir arriver, suite aux inquiétudes légitimes concernant les conséquences de cette technologie sur nos vies, des IA capables de détecter si un texte, une image, une vidéo, un audio a été généré par une IA, pour nous permettre de nous y retrouver face à cette déferlante.

En janvier, alors que les Américains s'apprêtaient à voter pour les primaires démocrates et républicaines, quelque 5.000 personnes ont reçu de faux messages vocaux d'une IA qui imitait la voix du président sortant Joe Biden leur intimant de ne pas aller voter. « *Votre vote fera la différence en novembre, pas ce mardi (...). Voter ce mardi ne fera qu'aider les républicains à faire réélire Donald Trump.* » On appelle cela un « deepfake » (hypertrucage). Des faux qui posent un véritable problème, comme cette photo où l'on voit Donald Trump arrêté par des policiers (photo). C'est l'arrivée des IA génératives, capables de créer d'elles-mêmes un nouveau contenu à partir d'autres données existantes ou d'une demande d'un utilisateur, qui a véritablement changé la donne.

## LES FAKE, STRATÉGIE DE DÉSINFORMATION

Comment dès lors distinguer le vrai du faux ? C'est un grand défi pour la démocratie à l'ère des *fake news* amorcées par Donald Trump lors de sa campagne pour les élections présidentielles américaines en 2016, d'autant plus dans un contexte de montée des partis populistes et d'extrême droite. Dans le monde, une véritable guerre numérique est à l'œuvre. Un rapport du renseignement américain publié en octobre dernier affirme que la Russie développe une stratégie de propagande en ligne pour déstabiliser les élections dans le monde. « *Pour la Russie, les bénéfices de ces opérations sont doubles : propager l'instabilité dans les sociétés démocratiques et présenter les élections démocratiques comme étant dysfonctionnelles au point d'accoucher de gouvernements illégitimes* », explique le renseignement américain<sup>2</sup>. Dans son second rapport sur la désinformation, la manipulation de l'information et les tentatives d'ingérences étrangères, le *Service européen pour l'action extérieure* (SEAE) relève que la Russie et la Chine ont une stratégie structurée de désinformation pour saper la crédibilité des institutions démocratiques. Le service a répertorié en 2023 quelque 750 incidents visant à manipuler l'information pour déstabiliser les démocraties. Parmi les cibles, on retrouve l'Ukraine, en lien avec l'agression russe, les institutions européennes, des médias tels que *Euronews*, *Reuters*, le *New York Times*... Le rapport précise que les acteurs qui véhiculent de fausses informations et sèment le trouble utilisent ce procédé comme un instrument stratégique de leur politique étrangère<sup>3</sup>.





Dans une récente étude Ipsos dédiée à l'impact de la désinformation sur les élections européennes, il ressort que les Français sont particulièrement vulnérables à la désinformation sur les réseaux sociaux. 66% des personnes interrogées adhèrent à au moins l'une des *fake news* qui leur ont été présentées<sup>4</sup>. L'arrivée de l'IA générative brouille un peu plus les pistes, non seulement on peut véhiculer de fausses informations mais en plus, cette technologie rend leur création accessible et leur contenu très crédible ! Il suffit de voir cette vidéo qui détourne le JT de France 24 : son présentateur vedette y annonce qu'Emmanuel Macron annule une visite en Ukraine à cause d'une tentative d'assassinat<sup>5</sup>.

## L'IA ET LE BIG DATA NE SONT PAS NEUTRES

Plutôt que d'en avoir peur, il faut urgemment s'intéresser à cette technologie, la comprendre pour en mesurer les enjeux et vivre avec elle, en faisant en sorte qu'elle ne nous engloutisse pas. Nous sommes tellement happés par le fait que les IA sont virtuelles qu'on en oublie qu'elles ont été créées. Il faut donc se pencher sur la question : qui se trouve derrière ? L'intelligence artificielle a un visage, c'est un homme blanc aisé « *quadragénaire qui porte une vision patriarcale et pas très diverse de la société* »<sup>6</sup>. C'est, en effet, le profil que l'on retrouve majoritairement au sein des programmeurs. La question de leur neutralité se pose : quels sont les objectifs de la société qui les finance ? À quel point sont élevés les risques de biais de la part de ces développeurs ? « *Quand les développeurs construisent des outils technologiques, tous les petits choix formulés au fil de leur travail peuvent avoir un effet sur le produit fini (...) Les développeurs ne cherchent pas ouvertement à discriminer mais ils construisent*

*en fonction de ce qu'ils connaissent* », explique la chercheuse Doaa Abu-Elyounes<sup>7</sup>.

Une autre réflexion qui ressort souvent au sujet de l'IA, c'est la croyance que celle-ci est objective parce qu'elle puise dans une quantité de données beaucoup plus importantes et en un temps record, en comparaison avec ce que notre cerveau est capable de faire. Mais une donnée ne veut pas dire un fait vérifié : « *L'intelligence artificielle n'est pas une science en tant que telle, mais on a l'impression que l'IA va nous apporter des informations objectives c'est-à-dire conformes aux faits. Or si on lui donne de mauvaises données, la machine recrachera de mauvaises données...* », précise Vanessa Nurock, responsable de la chaire Unesco d'éthique du vivant et de l'artificiel à l'Université Côte d'Azur<sup>8</sup>.

L'avènement de cette technologie a été rendu possible grâce au big data : la collecte massive de données, la possibilité de les stocker et leur interprétation par des algorithmes de plus en plus performants. En parallèle, l'arrivée du smartphone sur le marché et l'essor des réseaux sociaux ont profondément changé notre manière d'appréhender le monde et notre rapport à l'information. Aujourd'hui, on s'informe sur Internet et en particulier sur les réseaux sociaux qui fonctionnent grâce à des algorithmes basés sur nos comportements en ligne. Si je clique souvent sur du contenu complotiste par exemple, ce type de message me sera proposé en majorité. C'est ce qu'on appelle les bulles de filtres. On se retrouve dès lors dans un vase clos qui valide nos opinions, il n'y a plus de place pour la contradiction. Si l'on s'informe par ailleurs, ce n'est pas trop grave, mais une part importante de la population ne s'informe que sur les réseaux sociaux. C'est d'ailleurs la principale source d'information pour 43% des 18-24 ans<sup>9</sup>.

## COMMENT RÉAGIR ?

Les plus jeunes s'informent essentiellement sur TikTok (un jeune sur cinq dans le monde<sup>10</sup>) et Youtube. Ces plateformes – celles où les utilisateurs passent le plus de temps<sup>11</sup> – n'échappent pas à la création de contenus générés par l'IA.

Le réseau social TikTok a particulièrement été la cible de critiques quant à sa responsabilité lorsqu'il véhicule des canulars générés par l'IA. Récemment, la société, par ailleurs soupçonnée d'espionnage pour le compte du gouvernement chinois, a mis à jour les règles de sa communauté en obligeant ses utilisateurs à mentionner l'usage de l'IA pour la création de leurs contenus. Elle s'engage à lutter contre la désinformation notamment en augmentant ses modérateurs et en proposant des vidéos pédagogiques pour sensibiliser à l'instrumentalisation du vote. Elle n'est pas la seule plateforme à proposer des outils pour contrer la désinformation.

Les vingt géants du numérique se sont récemment engagés à développer des outils pour contrer le risque de tromperies et de manipulations dans un contexte électoral sensible : en 2024, on vote dans l'Union européenne, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Inde et en Russie notamment.

À ce jour, il existe deux procédés pour faire face aux IA qui véhiculent de fausses informations : le marquage de contenus par filigrane au moment de leur création et l'utilisation de détecteurs qui permettent de distinguer les vraies photos de celles générées par une IA. Par exemple, ils peuvent analyser la luminosité d'une photo et la comparer à l'heure indiquée sur une horloge figurant sur celle-ci. Mais aussi la posture ou l'expression du visage.

Enfin, il existe des experts capables d'analyser ce type d'images à la recherche d'incohérences (cheveux flous, inscriptions qui n'ont aucun sens, position peu naturelle du corps...). Ceux-ci connaissent les défauts des générateurs de contenus, comme par exemple *StyleGAN* qui place toujours les yeux au même endroit sur les photos.

## LES PARTIS BELGES ET L'IA

En attendant que la législation fasse son chemin (l'Union européenne a adopté une loi sur l'IA qui entrera en vigueur en mai 2025), les campagnes électorales sont déjà largement entamées. Qu'en est-il de l'usage de l'IA ? Les partis francophones utilisent cette technologie à des degrés divers : certains pour reformuler des messages, pour créer des images, pour la rédaction servant de base à une question parlementaire ou à un discours, pour analyser les opinions des électeurs... C'est le MR qui est, à ce jour, le plus avancé dans l'utilisation de cette technologie avec le lancement du chatbot *Victor*, destiné à informer les électeurs potentiels sur le programme du parti. Ce type d'outil peut favoriser la compréhension mais aussi avoir des effets pervers, comme le sentiment de ne pas être écouté, et renforcer dès lors la défiance envers les politiques, souligne Jean Faniel, directeur général du CRISP<sup>12</sup>. En effet, on peut poser une question au chatbot mais l'échange, le débat sont impossibles. Tout est question de la place qu'on donne à l'outil. Si en l'utilisant, je garde à l'esprit l'objectif pour lequel il a été créé, je comprendrai alors comment l'information délivrée par le chatbot est orientée. Ce type de technologie nécessite une sensibilisation. Qu'il s'agisse d'un moyen complémentaire à d'autres pour entrer en contact avec les politiques, très bien ! Mais si progressivement ce système prenait toute la place et n'en laissait plus aux permanences téléphoniques et présentes, cela poserait un vrai problème, aussi bien en termes d'égalité d'accès, si on tient compte de la fracture numérique, qu'en termes démocratiques.

Le développement effréné de l'IA donne le vertige. Et les enjeux, comme les dangers, sont colossaux. Il est urgent, vu la vitesse à laquelle cette technologie gagne du terrain, que la société civile s'arme contre ces outils de désinformation massive, que les citoyens, soutenus par les pouvoirs publics, le monde associatif et les géants numériques, apprennent à connaître les dessous des IA et à démêler le vrai du faux. Pour que la démocratie fonctionne, l'un des ingrédients principaux est une population informée... Encore faut-il que cette information soit exacte, vérifiée et vérifiable. □

1. Slogan de campagne d'un parti politique danois créé par un collectif d'artistes, le « parti synthétique », qui lors des élections de 2022 avait proposé comme leader une intelligence artificielle.
2. « Espionnage, réseaux sociaux... La Russie interfère dans les élections à travers le monde, selon les États-Unis », *TF1 Info*, octobre 2023.
3. *2nd EEAS Report on Foreign Information Manipulation and Interference Threats*, 2<sup>e</sup> rapport du Service européen pour l'action extérieure, janvier 2024. [EEAS-2nd-Report on FIMI Threats-January-2024\\_0.pdf](#) (europa.eu)
4. Rapport IPSOS, Européennes 2024 : les Français particulièrement vulnérables à la désinformation, 12 mars 2024, [www.ipsos.com/fr](#)
5. Sarafina Spautz, « France 24 victime d'un deepfake pro-russe, annonçant une (fausse) tentative d'assassinat sur Emmanuel Macron », *Huffington Post*, 16 février 2024.
6. « Comment rendre l'intelligence artificielle plus inclusive ? », débat dans *La Déferlante*, novembre 2023.
7. *Ibid.*
8. *Ibid.*
9. Marina Alcaraz, « TikTok prend de plus en plus de place dans l'information », *Les Echos*, 21 juin 2023.
10. Nic Newman, « Overview and key findings of the 2023 Digital News Report », 14 juin 2023.
11. *Digital report 2024*, site Internet *We are Social*, <https://wearesocial.com/fr>
12. Jean Faniel, directeur général du CRISP : « C'est l'utilisation des "chatbots" qui pose problème... », propos recueillis par William Bourton, *Le Soir*, 23 janvier 2024.

# LA GAUCHE, LA DROITE :

## UNE BOUSSOLE CASSÉE ?

Par Charlotte Renouprez



**L**e clivage gauche-droite a-t-il encore un sens pour comprendre le monde politique aujourd'hui ? À l'heure où certains se présentent comme n'étant « ni de gauche, ni de droite » et où d'autres se plaisent à dire que « les extrêmes se rejoignent », cette question est légitime. Tentons ensemble d'y voir un peu plus clair.

Le Centre de Recherche et d'Information Socio-Politique (CRISP) définit un clivage comme « une division profonde sur un enjeu majeur, une division fondée sur un sentiment de déséquilibre ou de domination qui conduit des groupes et ensuite des partis à s'organiser pour réduire ce déséquilibre, ce qui engendre des tensions persistantes avec la partie de la société qui se voit ainsi contestée<sup>1</sup> ». Cette définition va en partie guider notre réflexion. Arrêtons-nous un instant pour la décortiquer. Nous parlons bien (1) d'une **division profonde** dans la société autour d'un sentiment de domination : il y a d'un côté un groupe social qui se sent lésé, et de l'autre un groupe tirerait parti de cette situation. À l'origine d'un clivage, il y a donc forcément une situation vécue comme déséquilibrée par un groupe social. (2) Les divisions **préexistent** aux mouvements sociaux, à la société civile organisée, qui eux-mêmes préexistent aux partis. Pour le dire autrement, en général les partis politiques se constituent sur la base d'au moins un clivage.

### DU ROI... À L'ÉGALITÉ

Si l'histoire du clivage entre les groupes dits « de droite » et « de gauche » est peu documentée<sup>2</sup>, on s'accorde généralement pour placer leur origine à la révolution française, lors des débats de 1789. À l'époque, les députés favorables au maintien du roi se sont placés à la droite du président de l'assemblée, tandis que les partisans d'une limitation de ses pouvoirs étaient à sa gauche. Côté gauche et côté droit

étaient, à l'époque, des mots utilisés pour désigner une opposition politique entre les députés prônant un nouvel ordre social et ceux défendant l'ordre établi. Par la suite, ce conflit social s'est incarné dans des partis politiques dits « de gauche » ou « de droite ». Ce vocabulaire s'est ancré dans la vie parlementaire et politique en Europe de l'Ouest. Il est devenu le système de classement politique qui permet aux électeurs et aux professionnels de la politique de **se repérer** à l'intérieur d'un espace idéologique, de se positionner en comparaison aux autres groupes politiques.

Mais que recouvrent exactement ces deux catégories ? S'agit-il d'une dichotomie ou d'un continuum, par quelles valeurs et projets de société sont-elles portées ? Selon le philosophe Norberto Bobbio, ce qui constitue le cœur des dissensions entre la gauche et la droite, c'est la **notion d'égalité**<sup>3</sup>. Celle-ci constitue réellement « l'étoile polaire » de la gauche. Elle lutte pour l'égalité des droits (suffrage universel, droits pour les couples du même sexe...) et l'égalité économique et sociale (redistribution des richesses). Autrement dit, la gauche pense que les inégalités sont le fruit d'un construit social, elles peuvent – et doivent – être corrigées. La droite, quant à elle, juge que les inégalités sont naturelles, l'égalité est dès lors inaccessible. Elle prône plutôt la liberté individuelle, le conservatisme, les traditions, la hiérarchie, le mérite.

D'autres valeurs différencient la gauche de la droite, schématisées dans le tableau ci-après<sup>4</sup> :



	GAUCHE	DROITE
<b>Socio-économique</b>	Solidarité, collaboration	Compétition, concurrence
<b>Éthique</b>	Progressisme	(Néo)conservatisme, tradition
<b>Culture</b>	Culture d'orientation	Culture de distraction
<b>Égalité</b>	Égalité des droits, égalité sociale et économique	Égalité des chances, inégalité des efforts et des mérites
<b>Liberté</b>	Intervention de l'État, régulation de l'économie, redistribution	Libre concurrence, État minimal, initiative privée
<b>Sécurité</b>	Éducation, prévention	Répression, méfiance
<b>Responsabilité</b>	Collective	Individuelle
<b>Électorat privilégié</b>	Allocataires sociaux, travailleurs, acteurs publics	Employeurs, actionnaires, indépendants, acteurs privés
<b>En résumé</b>	À chacun selon ses droits et sa situation	À chacun selon ses mérites et ses actes

Précisons aussi qu'il s'agit d'un continuum plutôt que d'une dichotomie stricte : loin d'être deux catégories distinctes, nous nous trouvons face à tout un spectre de positions politiques, évoluant dans le temps, en fonction du contexte historique, des accents médiatiques et du débat ambiant. Des citoyens ou des groupes politiques peuvent par ailleurs se sentir de gauche sur le plan socio-économique et plutôt de droite sur le plan éthique, tout comme des thématiques de prédilection de la gauche peuvent passer à droite en fonction du contexte historique. En effet, dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle, la gauche était anticléricale tandis que la droite défendait la religion catholique. Aujourd'hui, cette fracture s'est atténuée, voire a disparu avec le temps. Un autre exemple est celui du nationalisme, concept de gauche sous la révolution française, qui est passé à droite à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. On voit bien qu'en fonction du contexte historique et de ce qui est vécu comme une inégalité à une époque donnée, les combats peuvent changer, glisser d'un bord à l'autre.

En réalité, la remise en cause de ce clivage n'est pas une nouveauté ! Il l'a été de nombreuses fois au cours de l'histoire. De nombreux politiciens et partis proclament régulièrement son dépassement, au profit d'autres distinctions comme l'opposition entre société ouverte et société

fermée<sup>5</sup>, entre mondialisme et souverainisme ou encore entre élitisme et populisme. D'autres – et j'en fais partie – considèrent au contraire que les notions de droite et de gauche sont toujours d'actualité, et que le concept permet toujours de bien comprendre la politique. Alors, comment s'y retrouver ?

## PLUSIEURS GAUCHES, PLUSIEURS DROITES

Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan sont deux sociologues qui ont mis en lumière le système des clivages comme grille d'analyse pour rendre compte des partis politiques actifs en Europe de l'Ouest dans les années soixante<sup>6</sup>. Ils identifient alors en Belgique trois clivages particulièrement éclairants. Le clivage **Église/État** fait référence aux piliers qui structurent certains aspects de notre société (mutuelles, syndicats, associations, écoles...). Le clivage **possédants/travailleurs**, qui rejoint la notion de classe sociale, pointe les intérêts contradictoires entre les propriétaires et employeurs d'un côté et les travailleurs de l'autre. Enfin, le clivage **centre/périphérie** distingue les élites urbaines et les zones périphériques. Clairement, la gauche se range du côté des travailleurs, puisqu'elle défend l'intérêt des salariés. Pour les deux autres clivages, elle peut se positionner différemment selon qu'elle observe les valeurs de l'Église (gauche chrétienne) ou refuse de s'en inspirer, ou selon sa position par rapport à la structure de l'État (unitaire ou fédérale). Cette grille d'analyse nous permet notamment de comprendre qu'il n'y a pas nécessairement « une » gauche ni « une » droite, mais plusieurs gauches et plusieurs droites selon leur positionnement sur les autres clivages.

## ET AUJOURD'HUI EN BELGIQUE ?

Avec l'apparition de partis écologistes, il semble nécessaire de revisiter le modèle de Lipset et Rokkan en ajoutant un nouveau clivage, que Vincent de Coorebyter propose de nommer « productivisme/antiproduktivisme », les écologistes incarnant le second versant de ce clivage<sup>7</sup>. Ceux-ci peuvent être considérés comme

relevant de la gauche à partir du moment où **l'égalité** est une valeur cardinale de leur idéologie. Tant au niveau de l'égalité des droits (ils défendent en effet les droits des femmes, des immigrés, des minorités sexuelles) que de l'égalité socio-économique (avec notamment la mise en avant du levier fiscal pour atteindre davantage d'égalité sociale), leurs programmes politiques suivent « l'étoile polaire » de N. Bobbio présentée ci-dessus. Certains membres de ces partis s'éloignent pourtant de cette distinction traditionnelle, à l'image de la co-présidente d'Écolo, Rajae Maouane : « *Ma génération a moins grandi dans ce clivage gauche-droite. Il est dépassé, ce clivage. Ma volonté, c'est que le projet écologiste soit central. L'écologie, c'est progressiste, c'est la redistribution des richesses, c'est l'inclusion. De gauche ou de droite, j'ai ma petite idée, ces concepts-là changent tout le temps, mais moi je me considère comme progressiste et ancrée dans mon époque*<sup>8</sup> ».

## LES EXTRÊMES SE REJOIGNENT : AH BON, VRAIMENT ?!

« *L'idée que les extrêmes se rejoignent remonte à l'Allemagne de Weimar, à la montée du nazisme. Certains pensaient qu'il y aurait quelques affinités entre certains communistes et certains nazis. C'est de cette période que date l'expression. Le philosophe politique français Jean-Pierre Faye en tire une théorie : selon lui, il n'y aurait pas un axe politique gauche-droite avec l'extrême gauche et l'extrême droite à chaque bout. Le champ politique ressemblerait plutôt à un fer à cheval où les deux bouts se touchent presque. C'est donc une vieille idée, mais qui revient périodiquement*<sup>9</sup>. » Alors, convergence des extrêmes, vraiment ? Commençons par préciser que ce qui est qualifié d'extrême dépend du point de vue et évolue avec le temps (ouvrir le droit de vote aux femmes n'était-il pas qualifié d'extrême à une certaine époque ?). Cela peut sembler un lieu commun, c'est néanmoins un préalable important à garder en tête. En outre, comme le précise encore Norberto Bobbio, on peut distinguer, au sein de la gauche comme de la droite, les partis modérés et les partis

extrémistes, en estimant que ces derniers **mettent en péril l'exercice par les citoyens de leurs libertés fondamentales**, de par les méthodes qu'ils préconisent ou emploient<sup>10</sup>. De son point de vue, il est faux de dire que « les extrêmes se rejoignent », les partis d'extrême gauche ne pouvant être réellement qualifiés d'extrêmes au sens où il l'entend, mais plutôt de radicaux. L'extrême droite, quant à elle, milite clairement pour la restriction de libertés fondamentales de certaines catégories de population (immigrés, LGBTQIA+...). Enfin, selon Nonna Mayer<sup>11</sup>, les projets de société portés par les extrêmes, de même que **les valeurs qui les sous-tendent, ne se rejoignent absolument pas**. Par exemple, si la gauche radicale de Mélenchon et la droite extrême de Le Pen se retrouvent sur un refus de l'Europe, les valeurs et la vision de société qui fondent ce refus ne sont absolument pas les mêmes. Il s'agit donc bien de visions de société complètement différentes. Toujours selon Nonna Mayer, là où l'on pourrait dire qu'ils se rejoignent, c'est uniquement sur leur forme de radicalité, d'acceptation de la violence, de dogmatisme. D'un point de vue psychologique, un point commun objectif est le refus du compromis, ce qui peut expliquer certains comportements de vote qui passent d'un extrême à l'autre, d'un bloc à un autre bloc. Mais si l'on s'en tient à l'analyse du projet politique et des valeurs qui sont portées et défendues, les deux extrêmes n'ont rien à voir.

## LES VIEILLES BOUSSOLES FONCTIONNENT SUR DES TERRES NOUVELLES

Le clivage gauche-droite n'a pas disparu. Il s'est complexifié et a évolué, avec l'apparition de nouveaux combats, de nouvelles lignes de démarcation. Mais dès que l'on gratte un peu dans les valeurs et les orientations politiques, les gauches et les droites d'aujourd'hui sont globalement héritières de celles d'hier. À tout le moins, classer le monde politique en fonction de l'importance donnée à l'égalité et au collectif reste d'actualité. C'est même, à mon sens, un gouvernail utile pour analyser les politiques environnementales dans une perspective d'écologie populaire. □

1. Vincent de Coorebyter, *Clivages et partis en Belgique*, Courrier Hebdomadaire du CRISP 2008/15 (2000).

2. Constat partagé par Christophe Le Digol, auteur de : *Gauche-droite : la fin d'un clivage ? Sociologie d'une révolution symbolique*, Le Bord de l'eau, 2018.

3. N. Bobbio, *Droite et gauche*, Paris, Seuil, 1996 (1994 pour l'édition originale en italien).

4. V. de Coorebyter, « La droite (et la gauche) », dans *Le Soir*, 5 janvier 2010.

5. Notamment Pascal Perrineau, politologue et professeur à Sciences Po.

6. S. M. Lipset, S. Rokkan, *Party Systems and Voter Alignments*, New York, Free Press, 1967, publié en français sous le titre *Structures de clivages, système de partis et alignement des électeurs : une introduction*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2008.

7. V. de Coorebyter, *Clivages et partis en Belgique*, op. cit., pp. 58-67.

8. Rajae Maouane interviewée dans *Le Soir* « Gauche-droite : Le nouveau clivage, c'est entre l'ouverture et le repli identitaire », interview des présidents de partis, 30 décembre 2019.

9. Nonna Mayer est politologue, directrice de recherche émérite au CNRS, rattachée au Centre d'études européennes de Sciences Po. Elle a participé au podcast « Les extrêmes se rejoignent-ils ? », *France Culture*, 25 avril 2023.

10. J. Faniel, « La gauche en Belgique. Une étoile polaire, deux clivages, beaucoup de partis », Les @nalyzes du CRISP en ligne, 25 mars 2014.

11. Nonna Mayer, *France Culture*, émission radio « Les extrêmes se rejoignent-ils ? », 25 avril 2023.

# SOMMAIRE

POUR LA BEAUTÉ DU GESTE ?

2



Voter, au fond, c'est simple. On glisse un bulletin dans l'urne, c'est déjà fini. En 2024 plus que jamais, ce petit geste est lourd de significations et peut-être de conséquences pour la démocratie, en Belgique et dans le monde.

LA DÉFIANCE :  
DÉMOCRATIQUE, DANGEREUSE...  
LOGIQUE ?

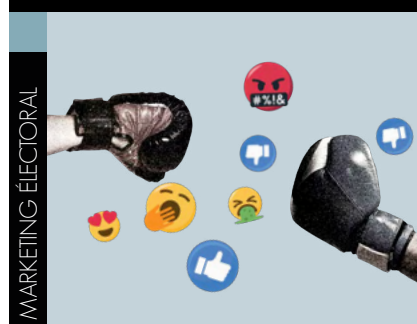
3



Les sondages ne cessent de le rappeler : les citoyens perdent confiance en la politique. Pourquoi ? Sur quels clichés cette méfiance vient-elle se greffer ? Quelles analyses de ce phénomène pourraient alimenter un peu d'espoir ?

LES MESSAGES POLITIQUES,  
DES PUBS  
COMME LES AUTRES ?

6



Nous y sommes : les partis politiques sont en campagne. Mais c'est quoi, une campagne politique ? Des affiches qui en jettent, des slogans qui claquent, un casting réussi, des produits d'appel et des attrape-voix... L'électeur est-il devenu un simple consommateur ?

"VOTER PLUS SOUVENT  
FAVORISERAIT UNE PARTICIPATION  
ACTIVE À LA DÉMOCRATIE"

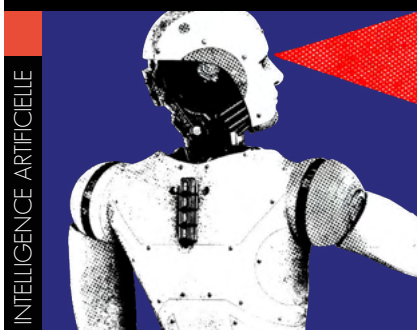
10



Caroline Sägerser est chercheuse au CRISP. Nous l'avons interrogée au sujet de la représentation des citoyens et du fonctionnement des institutions démocratiques, en particulier le parlement.

"VOUS NE FAITES PAS  
CONFIANCE AUX POLITIQUES ?  
VOTEZ POUR UN ROBOT !"

14



Plusieurs pays du monde sont en période électorale. Les démocraties, déjà fragilisées, pourraient être perturbées par une menace qui se matérialise en deux lettres : IA, pour Intelligence Artificielle. Qu'en est-il réellement ?

LA GAUCHE,  
LA DROITE,  
UNE BOUSSOLE CASSÉE ?

17



Certains se présentent comme n'étant « ni de gauche, ni de droite ». D'autres se plaisent à dire que « les extrêmes se rejoignent ». Vraiment ? Tentons ensemble d'y voir un peu plus clair.

